

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Dictature-argentine-La-enieme-tentative-de-l-Eglise-Catholique-pour-se-blanchir>

**Maintenant, applaudissements...**

# **Dictature argentine : La énième tentative de l'Église Catholique pour se blanchir.**

- Empire et Résistance - Saint Siège -

Date de mise en ligne : dimanche 30 octobre 2016

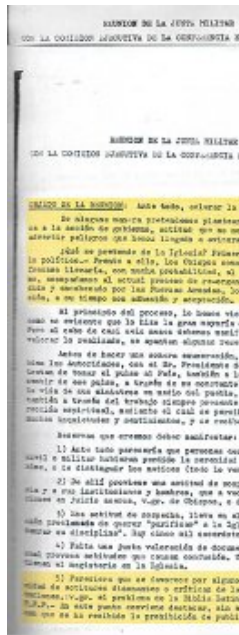
---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

L'ouverture de quelques fichiers de l'Église Catholique sur la période 1976/83 est une nouvelle tentative pour montrer sous un meilleur jour sa conduite pendant la dictature [argentine]. L'omission et le caviardage de textes est la technique que [Raul Francisco Primatesta](#) et [Juan Carlos Aramburu](#) ont utilisée en 1982 et Bergoglio (devenu depuis Pape François) en 2006 et qui se répète maintenant. Ni les démarches privées pour quelques unes des victimes, ni les actes de baptême fournis, n'équilibrent l'appui public au massacre. A nouveau, les démons de la réconciliation, sans reconnaître ni haïr rien.

[censurados por Bergoglio en la recopilación de documentos.' type="image/jpeg">](#)



**Encomios eclesiásticos a la Junta Militar,censurados por Bergoglio en la recopilación de documentos.**Des éloges ecclésiastiques à la Junte militaire, censurés par Bergoglio dans le résumé de documents.

Le président de l'Église Catholique argentine, [José Marie Arancedo](#) [cousin germain de Raul Alfonsín], a prédit qu'avec l'ouverture partielle des fichiers apparaîtraient davantage de lumières que d'ombres dans la conduite épiscopale durant la dernière dictature [argentine], et le vice-président Mario Poli a souligné que l'objectif est « *la réconciliation* ». Arancedo a ajouté que l'ouverture a été initiée Jorge Bergoglio lui-même en tant que président de la Conférence épiscopale lorsqu' il a décidé de publier le livre « *Iglesia y Democracia* ». Dans cet ouvrage de 2006, il affirme : « *Nous ne devons pas avoir peur de la vérité des documents* », expression jumelle de celle employée par Poli maintenant : « *Nous n'avons pas peur des archives, qui contiennent la vérité de l'histoire* ». Le précédent n'est pas encourageant, parce que ce livre, qui selon Bergoglio se proposait de « *devancer* » les organismes défenseurs des Droits de l'homme alors que trois décennies s'étaient écoulées depuis coup d'Etat de 1976, a ignoré des textes fondamentaux, et en a mutilé d'autres dans lesquels les évêques communiquaient leur adhésion à la dictature et vantaient « *la bonne image des autorités suprêmes* » ; il a organisé tout le matériel en ordre chronologique sans indiquer quelles pièces étaient publiques et quelles étaient celles secrètes et il a seulement résumé en peu de lignes les rencontres de camaraderie entre ecclésiastiques et militaires. Poli a ajouté que « *n'est pas absent le mea culpa et la demande de pardon pour ce qui n'a pas été fait* », ce qui confirme que les prélats maintiennent une auto indulgence extraordinaire.

En 2014, Arancedo a enregistré le spot « *La foi avance vers la vérité* », dans lequel il se limitait à demander que ceux qui savent donnent l' information, ceux qui ont des éléments sur les enterrements clandestins ou le vol de bébés, comme si l'Église Catholique était un tiers neutre qui observe les faits et exhorte les responsables. Il y a déjà cinq siècles, lors du *Concile de Trente*, ont été fixées les conditions de la réconciliation, la pénitence ou le pardon, qui est l'un de ses sacrements : la reconnaissance des erreurs, sa détestation et la recherche de chemins possibles de réparation. Ce qui continue de lui coûter, c'est de les mettre en pratique quand il s'agit des erreurs, ou des crimes,

d'un des membres de sa hiérarchie, parce qu'ils ne semblent pas repentants. C'est très humain. Dans les faits, ils ne craignent rien de plus que la vérité. De là la constante hypocrisie de leurs manifestations. Un hommage que le vice rend à la vertu.

## Démons

L'an dernier, quand les dirigeantes de l'ONG *Familiares de Detenidos Desaparecidos* [Parents des Détenus Disparus] Angela Boitano et Dora Salas ont insisté sur l'ouverture des archives du Vatican, le Pape les a orientées vers monseigneur le Secrétaire d'Etat Giuseppe Laterza. La rencontre a très mal débuté, quand Laterza a déclaré qu'il était temps de tourner la page et de se réconcilier. D'abord, il affirmé que le Vatican n'avait pas beaucoup d'information, seulement les plaintes des parents eux mêmes. Boitano lui a expliqué l'utilité de ces documents pour comprendre, et Laterza est passé vers l'autre extrémité : ils avaient trop d'informations et pas de personnel suffisant pour les classer et les numériser. Lorsque du sujet des archives on est passé à celui de la demande d'autocritique, Laterza a mentionné l'ex-nonce Pio Laghi, dont certains parlent en mal et « *d'autres parlent en bien* ». Il a exposé le concept de la mémoire complète, que Bergoglio a transmis à la fin du siècle dernier à l'ex-chef de l'Armée, Ricardo Brinzoni, concept complémentaire de la doctrine des deux démons. Contrairement à ce qui est supposé, cette doctrine a été estampillée par l'épiscopat dans le document « [Dieu, l'Homme et la Conscience](#) » [pdf en esp], en avril 1983, quand l'État Terroriste se désintégraient. Jusqu'alors on voyait seulement d'un côté les *Soldats de l'Évangile*, dont les armes bénissaient et à qui il était permis de signaler de façon réservée quelques « *erreurs et excès* », et de l'autre coté l'Ennemi Absolu qu'on maudissait.

Les confessions de l'ex-capitaine de la Marine Adolfo Scilingo en 1995 ont rendu les évêques fous. L'officier de marine de l'ESMA a déclaré que les vols pour jeter des prisonniers vivants à la mer ont été approuvés par la hiérarchie, parce qu'elle les considérait comme « *une façon chrétienne de mourir* », sans souffrance, et que lorsqu'il est rentré consterné de l'assassinat ainsi de 30 personnes, l'aumônier naval l'a réconforté avec des paraboles bibliques. La Commission permanente a dit que si un membre de l'Église « *avait avalisé par sa recommandation ou complicité un de ces faits, il avait agi sous sa responsabilité personnelle* ». La même année, dans la réponse à une note sur le rôle de Laghi, quand le chef de la Marine, Armando Lambruschini l'a consulté pour laisser en liberté ou tuer les détenus disparus qui survivaient à l'ESMA, cinq évêques amis du diplomate, (entre ceux-ci Oscar Laguna, Alcides Jorge Pierre Casaretto et Carlos Walter Galán Barry, qui était Secrétaire de la CEA et vivait avec Laghi dans la Nonciature) ont demandé : « *Pourquoi devons-nous connaître toute la vérité ? Pour recommencer à nous affronter ou pour nous réconcilier ?* ».

En 1996, l'assemblée plénière de l'épiscopat a cassé les espoirs dans une Lettre Pastorale sur « *le terrorisme de la guérilla* » et « *la terreur répressive de l'État* ». Elle a rejeté des « *responsabilités que l'Église n'a pas eues pas dans ces faits* » et a seulement admis que quelques catholiques ont essayé de prendre le pouvoir politique de façon violente et d'établir une nouvelle société marxiste, et que les autres leur ont répondu illégalement. En conclusion, elle a imploré pardon à Dieu pour les crimes commis par « *des enfants de l'Église* », qu'ils furent « *guérilleros, militaires ou policiers* ».

## Qui, moi Monsieur ?

En septembre 2000, en réponse à l'ordre du Vatican selon lequel chaque épiscopat fasse un *mea culpa* au début du troisième millénaire, l'épiscopat argentin a organisé une liturgie nocturne appelée « [la réconciliation des baptisés](#) » [en esp]. Le président de cet épiscopat, Estanislao Karlic, a dit que la violence guerrière et la répression illégitime ont endeuilé la Patrie. Ensuite, a suivi une prière à Dieu : « *Nous te demandons pardon pour les silences* ».

*responsables et pour la participation effective de beaucoup de tes enfants dans le désaccord politique, dans la privation de liberté, dans la torture et la délation, dans la persécution politique et l'intransigeance idéologique, dans les luttes et les guerres, et la mort absurde qui ont ensanglanté notre pays* ». Encore une fois, on plaçait sur le même plan, le groupe de guérilleros et le terrorisme de l'État. Les évêques ont demandé pardon à Dieu et non pas aux victimes, pour des actes qui leurs sont étrangers et non pour leurs propres actes. Parmi les invités se trouvait Brinzoni mais aucun représentant des victimes. Comme cette liturgie suggérait une certaine volonté d'amendement de la part d'une nouvelle direction épiscopale, le CELS a demandé à son président Estanislao Karlic l'ouverture des fichiers ecclésiastiques. Il a répondu que la Conférence avait seulement la brochure de 1982 « **Iglesia y derechos humanos** » [Église et droits de l'homme], avec « *des extraits de quelques documents* ».

Tous les paragraphes flatteurs pour la dictature, ceux qui étaient en tête des documents et qui ont fait les titres des quotidiens de l'époque, ont été censurés dans cette édition, tandis qu'étaient inclus ceux de la dernière partie, débutant par un « *cependant* » ou « *on ne peut non plus omettre que ...* ». En revanche, les lettres comprenant des critiques et les plaintes que l'Église remettait à la Junte militaire en plus grand secret ont été éditées comme si cela avait été des documents publics. Avec cette technique, la lettre pastorale collective « *Pays et bien commun* », signée moins de deux mois après le coup d'Etat, est restée réduite à quatre brefs paragraphes, séparés par des lignes de points de suspension. L'épiscopat supprime la justification des procédés illégaux diffusée le 15 mai 1976, quand il affirme qu'il n'est pas raisonnable de « *prétendre à une jouissance du bien commun et à un plein exercice des droits* ». Une autre demande de compréhension envers le gouvernement militaire qui s'est volatilisé dans l'édition de 1982, disait que les organismes de sécurité ne pouvaient pas agir « *avec une pureté chimique des temps de paix, alors que le sang coule chaque jour* ».

Ce texte pastoral de guerre a soutenu que « *le bien des individus* » doit « *être dépendant* » d'un bien commun abstrait, qui « *exige l'existence de l'État avec l'autorité nécessaire y compris sur le plan coercitif* ». Ce document a été élaboré durant l'Assemblée Plénière de l'épiscopat, entre le 10 et le 15 mai 1976, pendant laquelle chaque évêque a donné des informations sur les séquestrations, tortures et disparitions forcées dans son diocèse. Comme il n'y a pas eu d'accord, il a été soumis au vote, pour dénoncer ou non ces très graves événements : 19 évêques se sont prononcés en faveur de leur diffusion, mais le double, 38, s'y sont opposés. Les évêques ont corrigé trois versions successives du brouillon préparé, chacune plus complaisante que la précédente. C'est pourquoi, en 1982 seulement quelques paragraphes qui n'étaient pas honteux, ont été trouvés.

## La demande d'amnistie

A l'occasion du Tedeum du Bicentenaire, le 25 mai 2010, quand Bergoglio dirigeait l'épiscopat, l'un de ses membres, l'évêque de Mercedes-Luján, d'Agustín Radrizzani, a remis au Pouvoir exécutif une demande d'amnistie signée par Jorge Videla et une autre centaine de détenus pour des crimes de Droit Humains. A l'époque, la présidente Cristina Fernandez de Kirchner a ordonné de la laisser sans réponse. En 2012, tout espoir étant perdu avec la réélection, Videla a reconnu les crimes dans quelques entretiens, il s'est vanté de l'appui et de la coopération de la Nonciature Apostolique et de l'épiscopat argentin et a déclaré qu'il était devenu ami de Primatesta. L'un des journalistes, Adolfo Ruiz, a vu arriver « *un homme au cheveux gris qui arrivait, calice et aube à la main* ».

À la suite de cela un groupe de laïcs qui se firent appeler *Chrétiens pour le Troisième Millénaire*, a demandé que la conférence épiscopale fasse « *cesser le scandale* » qu'implique « *le libre et régulier accès à l'eucharistie* » de l'ex-dictateur, bien qu'il ait reconnu « *ses actions criminelles, le non repentir de celles-ci, ses manifestations liées avec le « chemin sinueux qu'il lui a été dicté » faisait partie du plan de Dieu pour le salut de son âme et l'inexistence de quelque volonté réparatrice* ».

L'épiscopat leur a répondu sans les nommer dans la « *Lettre au Peuple de Dieu* », dans laquelle il a nié que « *nos*

*frères aînés qui nous ont précédés* » eurent « *quelque complicité avec des faits délictueux* ». Dans une nouvelle configuration de la doctrine des deux démons, il a rejeté « *le terrorisme de l'État* » et « *la violence guerrillera* ». Les *Chrétiens pour le Troisième Millénaire* ont ensuite rencontré Radrizzani, parce qu'il avait géré l'amnistie et parce que Videla assistait à une messe dans la prison de Marcos Paz, qui se trouvait dans sa juridiction.

- Je sais qu'ils sont repentants, mais ils ne veulent pas le dire pour ne pas donner raison au gouvernement - les a surpris Radrizzani.
- Monseigneur, ce sont des pécheurs publics responsables très graves de crimes, s'ils se repentent ils doivent le dire au lieu de revendiquer publiquement ses crimes.

Ses interlocuteurs ont argumenté que « *comme conséquences des positions ambiguës de la hiérarchie, on commence à parler du coup d'état civil, militaire et ecclésiastique* ». Les *Chrétiens pour le Troisième Millénaire* avaient comme projet de se rendre devant le Saint-Siège, l'intention est restée pendante quand Benoît XVI a renoncé à sa charge et que la bureaucratie vaticane a désigné comme remplaçant Bergoglio. Aujourd'hui, plusieurs membres des *Chrétiens pour le Troisième Millénaire* font partie du groupe nommé *Laudatiens*, qui célèbre chaque mot du Pape François. Avec Bergoglio à Rome, l'Église Catholique va plus loin. Avec l'ouverture annoncée des archives, qui est la énième tentative pour blanchir une histoire sordide, maintenant on demande des applaudissements.

## Les ciseaux de Bergoglio

En novembre 2005 l'épiscopat a Publié le document « [Une lumière pour reconstruire la Nation](#) » [doc. en esp.], titre révélateur du rôle que l'Église n'a cessé de s'attribuer. À la suite du jugement de la Cour Suprême de Justice qui quelque mois avant avait confirmé la nullité des lois d'impunité, il admettait que la conscience nationale avait placé la justice « *au centre de ses désirs* ». Cependant, il remarquait qu'il était nécessaire d' « *établir l'égalité et la comparaison entre les parties en conflit* » et « *atteindre cette forme supérieure de l'amour qui est le pardon* ». Pour la première fois, l'épiscopat a dit là que la dictature a commis « *des crimes de lèse humanité* », mais a aussi exhorté à juger les « *crimes de guérilleros* », dans une nouvelle tentative de comparaison.

En mars 2006, trente ans après le coup d'Etat, la Commission permanente que présidait Bergoglio a émis le document « [Se souvenir du passé pour construire sagement le présent](#) » [doc en esp]. Il soutient que la mémoire a de sens seulement comme instrument de réconciliation, repousse tant l'impunité (pour laquelle on ne peut plus plaider) tant « *les rancunes et les ressentiments qui peuvent nous diviser et nous affronter* », comme ils ont toujours nommé la quête de justice.

Moins subtile, a été le recueil des documents diffusé en même temps tel que *Église et démocratie*. Le chapitre sur la défense des droits de l'homme, dirigés pour prouver que l'Église a toujours condamné toute espèce de violence, s'ouvre par le [Document de San Miguel](#) [doc en esp], d'avril 1969. Mais son point 2 est coupé de façon abrupte et, sans explications, et passe au point 4. Les ciseaux de Bergoglio ont coupé là où était dit que le devoir évangéliste des évêques est « *de travailler pour la libération totale de l'homme et d'éclairer le processus de changement des structures injustes et d'oppression* » et que « *la libération devra se réaliser dans tous les secteurs dans lesquels il y a oppression : juridique, politique, culturelle, économique et social* ».

L'introduction du même document, aussi supprimée, disait que les évêques proclameraient leur engagement dans toutes ces dimensions avec « *la violence évangélique de l'amour* », dont le sens dans ce contexte était indubitable. Est connu ce qu'ils ont fait avec cet engagement quand les oppresseurs ont massacré les jeunes qui ont suivi leur magistère. Ne figure pas non plus dans le résumé « *les Points de conflit dans l'Église argentine* », d'octobre 1972, dans lequel plusieurs évêques tirent la sonnette d'alarme contre « *le magistère parallèle* » du [Movimiento de](#)

[Sacerdotes para el Tercer Mundo](#) [Mouvement de Prêtres pour le Tiers Monde], qui conditionnait cet épiscopat. Le compte rendu sur la réunion des évêques Primatesta, Juan Carlos Aramburu et Vicente Zazpe, avec la Junte militaire du 15 novembre 1976, supprime le passage dans lequel la Commission exécutive de l'épiscopat leur a communiqué son adhésion à la dictature, parce que « *un échec mènerait, avec beaucoup de probabilité, au marxisme* ». Il publie la critique de la répression sans loi, mais cache que qu'ils l'ont attribuée aux niveaux intermédiaires, tandis qu'ils soulignent « *les efforts remarquables du gouvernement en faveur du pays* ». Comme contribution, ils ont proposé « *d'ouvrir un canal de communication* » composé par les évêques Laguna, Galan Barry et Mario Espósito.

L'année suivante, Laguna a reconnu l'inefficacité totale de cette *Commission de Lien*. Toute la partie soulignée est sienne, dans une note manuscrite à Zazpe. Cependant, les aimables réunions mensuelles ont continué pendant tout le régime militaire. Bergoglio n'a pas non plus inclus le document que la direction épiscopale a envoyé au Vatican sur le dialogue secret avec Videla du 10 avril 1978, après un déjeuner. Dans un climat qu'Aramburu a décrit comme cordial, Videla a dit qu'il n'était pas facile d'admettre que les disparus étaient morts, parce que cela donnerait lieu à « *une série de questions sur où ils sont ensevelis : dans une fosse commune ? Dans ce cas : qui est-ce qui les a mis dans cette fosse ? Une série de questions auxquelles l'autorité du gouvernement ne peut sincèrement pas répondre à cause des conséquences sur les personnes* » c'est-à-dire les auteurs des enlèvements et les assassins. Quand Primatesta a souligné les conséquences néfastes de la méthode de la disparition forcée, Videla a acquiescé. Lui aussi le remarquait, mais ne trouvait pas la solution, a-t-il dit. Zazpe a demandé : « *Qu'est-ce que nous répondons aux gens, parce que dans le fond, il y a une vérité ?* ». Aramburu a expliqué que « *le problème est que répondre pour que les gens ne continuent pas à argumenter* » et a suggéré que « *ils diraient au moins qu'ils n'étaient pas en conditions d'informer, qu'ils diraient qu'ils étaient disparus* ». Primatesta a expliqué que « *l'Église veut comprendre, coopérer, qu'elle est consciente de l'état chaotique dans lequel le pays se trouve* » et qu'elle mesure chaque mot parce qu'elle sait très bien « *le mal qu'elle peut faire au gouvernement* ». J'ai publié ce document dans mes livres et son fac-similé dans ce quotidien. À la suite de cela, la juge Martina Fornasiero a demandé à la Conférence épiscopale qu'on lui remette, et seulement à ce moment, en 2012, elle a reconnu son existence et lui a envoyé une copie sortie des archives dont l'existence avait été niée.

De cette façon, la haute hiérarchie a corroboré de façon officielle que tant l'Église argentine que le Saint-Siège, pour lequel ce memo a été écrit, ont aidé la Junte à faire taire les plaintes pour l'assassinat de personnes dont la disparition était dénoncée par leurs parents et par les organismes de défense des droits de l'homme.

## Les listes

Primatesta était un homme d'une compréhension extraordinaire pour les thèses des militaires. Le personnel du Département d'Informations de la police de cordoba [argentine] a demandé aux collègues catholiques des listes avec les noms et domiciles des professeurs et des élèves. Suite une consultation de l'archevêque, le directeur général de l'Enseignement privé, le capitaine de l'armée de l'air Jorge Eduardo Baravalle, a répondu qu'il était nécessaire d' « *assurer un contrôle effectif de l'ensemble des élèves pour adopter des mesures de sécurité* ».

Primatesta a ordonné le jour même aux collègues paroissiaux et religieux qu'ils fournissent toute l'information. De plus, il a écrit une lettre cordiale à Baravalle : « *Comme je le faisais dans l'entretien personnel que nous avons eu à l'Archevêché, je veux vous réitérer que dans un premier moment la mesure a provoqué une inquiétude chez les responsables des collèges, soit parce qu'elle provenait d'un Département qui n'a pas l'habitude d'avoir compétence en matière d'éducation et faisant abstraction d'une communication envers l'autorité responsable, qui est l'Archevêché ou exactement l'archevêque lui-même ; soit parce que des situations similaires dans d'autres occasions ont provoqué des ennuis, et cela alerte les parents des élèves* ». Mais les garanties de Baravalle au sujet de « *la sécurité des élèves* » (n'était ce pas qui avait été dit par le capitaine), l'ont tranquilisé. Plusieurs de ces élèves ont

été enlevés et ont disparu. Pas besoin que les archives aient été déclassifiées pour le savoir : tout l'épisode est relaté dans l'édition de mars/avril 1976 du *Bulletin Ecclésiastique de l'Archevêché de Cordoba*.

Horacio Verbisky\* pour [Página 12](#)

[Página 12](#). Buenos Aires, le 30 octobre 2016.

\* **Horacio Verbitsky**. Ecrivain, chercheur et journaliste argentin. Il préside aujourd'hui le [Centro de Estudios Legales y Sociales](#) (CELS)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 30 octobre 2016.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org).